Autre partie à la procédure: Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle

Par ordonnance du 17 mai 2018, la Cour (dixième chambre) a jugé le pourvoi irrecevable.

Pourvoi formé le 6 décembre 2017 par Banca Monte dei Paschi di Siena SpA, Wise Dialog Bank SpA (Banca Widiba SpA) contre l'arrêt du Tribunal (deuxième chambre) rendu le 26 septembre 2017 dans l'affaire T-84/16, Banca Monte dei Paschi di Siena et Banca Widiba SpA/EUIPO

(Affaire C-685/17)

(2018/C 231/07)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Parties requérantes: Banca Monte dei Paschi di Siena SpA, Wise Dialog Bank SpA (Banca Widiba SpA) (représentant(s): L. Trevisan, D. Contini, avocats)

Autre partie à la procédure: Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle

Par ordonnance du 17 mai 2018, la Cour (dixième chambre) a jugé le pourvoi irrecevable.

Demande de décision préjudicielle présentée par le Bundesarbeitsgericht (Allemagne) le 5 mars 2018 — Pensions-Sicherungs-Verein VVaG/Günther Bauer

(Affaire C-168/18)

(2018/C 231/08)

Langue de procédure: l'allemand

Jurisdiction de renvoi

Bundesarbeitsgericht

Parties dans la procédure au principal

Demanderesse en «Revision»: Pensions-Sicherungs-Verein VVaG

Défendeur en «Revision»: Günther Bauer

Questions préjudicielles

- 1) L'article 8 de la directive 2008/94/CE du Parlement européen et du Conseil, du 22 octobre 2008, relative à la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur ⁽¹⁾ est-il applicable lorsqu'un organisme interprofessionnel de prévoyance, soumis au contrôle prudentiel exercé par l'autorité publique de contrôle des services financiers, sert des prestations de retraite professionnelle, que, pour des raisons financières, cet organisme a dûment été autorisé par l'autorité de contrôle à réduire le montant de ses prestations, et que, conformément au droit national, l'employeur doit certes garantir ses anciens salariés des réductions subies, mais que son insolvabilité l'empêche de satisfaire à son obligation de garantie des réductions?
- 2) En cas de réponse affirmative à la première question:

Dans quelles circonstances les pertes subies par un ancien salarié du fait de l'insolvabilité de l'employeur au niveau des prestations de retraite professionnelle peuvent-elles être considérées comme manifestement disproportionnées et entraîner ainsi l'obligation des États membres d'assurer une protection minimale à cet égard, bien que l'ancien salarié perçoive plus de la moitié des prestations découlant de ses droits acquis à pension de retraite?

3) En cas de réponse affirmative à la première question:

L'article 8 de la directive 2008/94/CE est-il d'effet direct et, lorsqu'un État membre s'est abstenu de transposer cette directive ou en a fait une transposition incorrecte, cette disposition confère-t-elle des droits que les particuliers peuvent invoquer contre cet État devant une juridiction nationale?

4) En cas de réponse affirmative à la troisième question:

Si, en matière de retraite professionnelle, l'État membre désigne (de manière contraignante pour les employeurs) une entité de droit privé comme organisme de garantie contre le risque d'insolvabilité, que cet organisme est soumis au contrôle prudentiel exercé par l'autorité publique de contrôle des services financiers, que, de plus, elle prélève auprès des employeurs, selon des modalités de droit public, les cotisations obligatoires nécessaires à la garantie contre le risque d'insolvabilité et que, à l'instar d'une autorité publique, elle peut créer les conditions d'une exécution forcée en adoptant un acte administratif, cette entité de droit privé est-elle une autorité publique de l'État membre?

(¹) JO 2008, L 283, p. 36.

**Pourvoi formé le 6 mars 2018 par PTC Therapeutics International Ltd contre l'arrêt du Tribunal
(deuxième chambre) rendu le 5 février 2018 dans l'affaire T-718/15, PTC Therapeutics International
Ltd/Agence européenne des médicaments (EMA)**

(Affaire C-175/18 P)

(2018/C 231/09)

Langue de procédure: l'anglais

Parties

Partie requérante: PTC Therapeutics International Ltd (représentants: G. Castle, Solicitor, B. Kelly, Solicitor, K. Ewert, Rechtsanwalt, M. Demetriou QC et C. Thomas, Barrister)

Autres parties à la procédure: Agence européenne des médicaments et Confédération européenne des entrepreneurs pharmaceutiques (Eucope)

Conclusions

La partie requérante conclut à ce qu'il plaise à la Cour:

- accueillir le pourvoi de PTC et annuler l'arrêt attaqué;
- annuler la décision de divulguer certaines informations en vertu du règlement sur la transparence (¹), communiquée par la défenderesse à la requérante le 25 novembre 2015;
- renvoyer ladite décision à l'EMA pour qu'elle l'examine à nouveau en ce qui concerne l'occultation des passages confidentiels en consultation avec PTC; et
- condamner la défenderesse aux dépens et aux autres frais exposés par la requérante au titre de la présente affaire.

Moyens et principaux arguments

Il convient d'annuler l'arrêt attaqué pour les raisons suivantes:

- le Tribunal n'a pas conclu que les documents litigieux sont protégés par une présomption générale de confidentialité;
- le Tribunal n'a pas conclu que les documents litigieux sont intégralement constitués d'informations commerciales confidentielles protégées par l'article 4, paragraphe 2, du règlement sur la transparence;